

Alain Frerejean



**LES GRANDS DISCOURS
DES PRÉSIDENTS
DES ÉTATS-UNIS**

préface de Nicole Bacharan

ARCHI
A
DOC

ALAIN FREREJEAN

LES GRANDS DISCOURS
DES PRÉSIDENTS
DES ÉTATS-UNIS

de Washington à Trump

Préface de Nicole Bacharan

ARCHIDOC

Notre catalogue est consultable à l'adresse suivante :
www.archipoche.com

Éditions Archipoche
34, rue des Bourdonnais
75001 Paris

ISBN 978-2-37735-513-6

Copyright © Archipoche, 2020.

Sommaire

<i>Préface, par Nicole Bacharan</i>	11
Avant-propos	23
THOMAS JEFFERSON	
Déclaration d'indépendance des États-Unis (4 juillet 1776)	29
GEORGE WASHINGTON	
Message sur l'état de l'Union (8 janvier 1790)	35
Discours d'adieu (19 septembre 1796)	40
THOMAS JEFFERSON	
Message d'investiture (4 mars 1801)	55
JAMES MONROE	
Message au Congrès: la « doctrine Monroe » (2 décembre 1823)	61
ABRAHAM LINCOLN	
Discours de Cooper Union (27 février 1860)	67
Message d'investiture (4 mars 1861)	71
Message sur l'état de l'Union: la question de l'esclavage (22 décembre 1862)	79

LES GRANDS DISCOURS DES PRÉSIDENTS DES ÉTATS-UNIS

Proclamation d'émancipation (<i>1^{er} janvier 1863</i>)	82
Adresse de Gettysburg (<i>19 novembre 1863</i>)	85
Message d'investiture (second mandat) (<i>4 mars 1865</i>)	87

THEODORE ROOSEVELT

« Souvenez-vous des mots de Washington » (<i>2 juin 1897</i>)	91
« Une vie toute d'efforts » (<i>10 avril 1899</i>)	99

WOODROW WILSON

« La paix sans victoire » (<i>22 janvier 1917</i>)	103
Déclaration de guerre à l'Allemagne (<i>2 avril 1917</i>) .	108
Les « Quatorze points » pour la paix (<i>8 janvier 1918</i>)	119
La Société des nations (<i>25 janvier 1919</i>)	129

FRANKLIN D. ROOSEVELT

Discours d'investiture (<i>4 mars 1933</i>)	135
Message sur l'état de l'Union : les « quatre libertés » (<i>6 janvier 1941</i>)	144
« Une date à jamais marquée du sceau de l'infamie » (<i>8 décembre 1941</i>)	160

HARRY TRUMAN

L'« endiguement » : la doctrine Truman (<i>2 mars 1947</i>)	175
Message d'investiture : le « point quatre » (<i>20 janvier 1949</i>)	186

DWIGHT EISENHOWER

Discours d'adieu : le complexe militaro-industriel (<i>17 janvier 1961</i>)	197
--	-----

SOMMAIRE

JOHN F. KENNEDY

Message d'investiture (20 janvier 1961)	203
La crise des missiles de Cuba (22 octobre 1962)	210
« Le genre de paix que nous désirons » (10 juin 1963)	221
Pour les droits civiques (11 juin 1963)	234
« Ich bin ein Berliner » (26 juin 1963)	242

LYNDON B. JOHNSON

La « Grande Société » (22 mai 1964)	247
« Exercer ses droits » (4 juin 1965)	254

RICHARD NIXON

Sur la guerre du Vietnam (3 novembre 1969)	263
« Je démissionnerai demain » (8 août 1974)	276

JIMMY CARTER

La « doctrine Carter » (23 janvier 1980)	283
--	-----

RONALD REAGAN

Discours à l'Association des évangéliques :	
« l'Empire du mal » (8 mars 1983)	295
La « Guerre des étoiles » (23 mars 1983)	303
Sur les plages du Débarquement (6 juin 1984)	315
Adresse à la nation au retour de Reykjavik (13 octobre 1986)	325
« Abattez ce mur ! » (12 juin 1987)	334
Discours d'adieu (11 janvier 1989)	347

GEORGE H. W. BUSH

L'Opération « Tempête du désert » et le « nouvel ordre mondial » (6 mars 1991)	355
---	-----

LES GRANDS DISCOURS DES PRÉSIDENTS DES ÉTATS-UNIS

BILL CLINTON

Message d'investiture (20 janvier 1993) 365

GEORGE W. BUSH

Les attentats du 11 Septembre (11 septembre 2001) 371
Discours sur l'état de l'Union: l'« axe du Mal »
(29 janvier 2002) 377
Opération « Iraki Freedom » (17 mars 2003) 392

BARACK OBAMA

« Yes, we can » (8 janvier 2008) 401
Sur la race (18 mars 2008) 407
« Le changement est venu » (4 novembre 2008) 423
« Un nouveau commencement » (4 juin 2009) 430

DONALD TRUMP

Discours d'investiture: « le carnage américain
s'arrête ici » (20 janvier 2017) 443
L'« horrible » accord de Paris (2 juin 2017) 449
Troisième discours aux Nations unies
(24 septembre 2019) 460

Chronologies

Les 45 présidents américains 475
Les principaux événements 477
Sources 481

Préface

Les mots de la liberté

« Quand les choses vont mal, quand il n'y a plus d'espoir, il faut se tourner vers l'Amérique », disait ma mère. J'ai grandi avec cette phrase qu'elle me répétait au fil des années, elle qui fut résistante à dix-huit ans, arrêtée par la Gestapo, déportée, évadée, rescapée. Elle pour qui la liberté était un cadeau sans prix, un serment affiché sur les visages poignants des jeunes Yankees courant sur les plages du Débarquement. L'Amérique, la liberté : pour elle, c'était des synonymes.

Une histoire de l'Amérique, c'est au fond toujours une histoire de la liberté. De son triomphe ou de sa défaite. Ou tout au moins, du combat incessant que l'on mène pour elle, car tous les peuples, toutes les générations finissent par l'apprendre : la liberté n'est jamais acquise, jamais donnée, elle n'est qu'une lutte toujours recommencée, un idéal sans cesse revendiqué et sans cesse repoussé : une liberté fantasmée pour une Amérique fantasmée.

La liberté, vous le lirez ici, elle est omniprésente, envahissante, insistante dans les paroles des présidents, dans leurs discours souvent inspirés qui racontent l'histoire des États-Unis. La liberté, c'est l'étoffe même du rêve américain, l'étendard de la nation, le mot que l'on

brandit dans toutes les occasions, les heureuses comme les dramatiques, les rituelles comme les inattendues, les déclarations de guerre comme les armistices, à chaque fois qu'il faut trouver « quelque chose » pour définir la nation, à chaque fois qu'un aiguillon est nécessaire pour la porter en avant.

Ma mère avait raison. Aucune valeur ne se confond autant avec l'identité américaine, aucune ne fut revendiquée au fil de deux cent cinquante ans d'histoire avec autant de ferveur et de zèle, génération après génération, par le peuple des États-Unis et par ses présidents. Le mot « liberté » court dans les discours depuis la naissance de la nation, il jalonne l'épopée américaine comme les cailloux du Petit Poucet. Souvent pour le meilleur, parfois pour le pire. Car si le sens du mot « liberté » apparaît limpide au cœur de ceux qui la perdent brutalement un jour, il a souvent aussi, hélas, été dévoyé, mobilisé pour d'autres propos et d'autres usages. Aux États-Unis, on l'a employé pour prier Dieu selon sa conscience, mais aussi pour clouer les hérétiques au pilori ; pour briser les chaînes de l'esclavage, mais aussi pour revendiquer le droit de posséder des esclaves ; pour affirmer la faculté d'entreprendre sans frein, tout comme le droit de se syndiquer ; pour s'affranchir des abus de l'État tout en revendiquant sa protection... Un long chapelet de paradoxes.

C'est peut-être Bill Clinton qui, lors de son investiture en 1993, a trouvé la phrase la plus juste pour traduire cette ambiguïté : « Il n'y a rien de mal en Amérique qui ne puisse être guéri par ce qu'il y a de bien en Amérique. » On y verra peut-être une forme subtile d'oxymore, un excès d'optimisme. Ou au contraire la sentence la plus réaliste qui soit : tout est toujours possible en Amérique.

C'est pourquoi ce recueil des grands discours présidentiels prend toute sa valeur : les mots de ceux qui ont

occupé la Maison Blanche ne sont rien d'autre que la version officielle du rêve américain à un instant donné de l'Histoire, la photo de l'imaginaire national tel qu'il a été alors offert au peuple américain et au reste du monde. Dans leurs adresses à la nation, les leaders cherchent à se présenter au-dessus des partis, à exalter une haute idée de leur pays, nation exceptionnelle, gardienne de la liberté, investie de la mission de défendre la démocratie et le monde, indiquant le sens du bien et incarnant l'espoir. Ils décrivent donc la face lumineuse de l'Amérique, celle qui paraît dans ses plus beaux atours et ses plus nobles sentiments. Rares sont ceux qui osent montrer l'autre face du rêve, le côté sordide de la liberté : le génocide des Indiens, l'horreur de l'esclavage, la violence de la conquête de l'Ouest, le carnage de la guerre de Sécession, la tyrannie de la ségrégation, la corruption du maccarthysme ou, aujourd'hui, les tueries de masse rendues possibles par la détention d'armes de guerre obtenues au nom, encore et toujours, de cette fameuse liberté.

Rares sont les présidents qui, en s'adressant à la nation, osent rompre le mythe national. Citons-les d'emblée : ce fut le cas, en juin 1963, de John Kennedy, qui jette un pavé dans la mare en évoquant sans détour les péchés originels de l'Amérique : « Je fais appel à votre conscience d'Américains. Le principe fondateur de notre nation est que tous les hommes sont créés égaux. Allons-nous continuer à dire au monde que notre pays est une terre de liberté sauf pour les Noirs ? » En juin 1965, son successeur Lyndon Johnson poursuit dans cette voie en posant les bases légales de ce que l'on appelle les « droits civiques », c'est-à-dire l'égalité entre Noirs et Blancs : « Notre terre est le foyer de la révolution, de notre quête pour réaliser le rêve le plus ancien : que chacun puisse marcher librement, la tête haute, développant ses talents,

profitant des fruits de la terre. Nous ne cherchons pas seulement l'égalité des droits, mais l'égalité des faits.»

Les tout premiers mots du tout premier discours, ceux de la Déclaration d'indépendance rédigée par Thomas Jefferson et adoptée au Congrès de Philadelphie en 1776, furent un coup de génie, fondateur de la nation américaine : « Tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits, se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. » Voici d'emblée une phrase qui s'adresse à la fois à l'universel et au particulier, et qui reconnaît à chaque être humain des droits individuels et universels au-dessus des partis, des gouvernements, des nations. Et voilà définie, en cette formule originelle (qui inspirera la Déclaration française des droits de l'homme treize ans plus tard), toute la mission de l'Amérique. Plus qu'une phrase : un souffle révolutionnaire auquel se sont attachés tous les Américains, celui qui a plus d'une fois ranimé l'espoir. En novembre 1863, inaugurant le cimetière militaire de Gettysburg, théâtre de l'une des batailles les plus meurtrières de la guerre de Sécession, échec terrible et sanglant de l'idée américaine, Abraham Lincoln rappelle solennellement que l'Amérique est là pour que « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, ne disparaisse pas de la surface de la Terre ».

On le verra, la crainte que cette belle nation puisse un jour se défaire, se fractionner et tomber en poussière, que la démocratie se délite et meure, hante comme un spectre nombre des discours présidentiels. Certains redoutaient la menace de l'étranger, d'autres de l'autochtone. Les présidents successifs ont évité d'évoquer publiquement le sort funeste des Indiens, premiers sacrifiés à l'idée de liberté. Tout au plus George Washington y a-t-il fait une rapide allusion lors de son discours d'investiture en 1790,

non pour protéger la vie des *Natives*, mais au contraire pour prémunir contre le danger qu'ils pourraient faire peser sur le projet américain : « Il y avait de bonnes raisons de croire que les mesures pacifiques adoptées à l'égard de certaines tribus hostiles d'Indiens auraient soulagé de leurs déprédations les habitants de nos territoires frontaliers du Sud et de l'Ouest... Mais vous constaterez la nécessité de nous préparer à punir les agresseurs. »

Au siècle suivant, en mars 1861, le pays étant au bord de la sécession, Abraham Lincoln, lui, désigne l'esclavage comme source d'un éclatement possible de la nation. Contrairement à ce que l'on croit souvent, il n'entendait pas abolir l'esclavage – il devra s'y résigner malgré lui après presque trois ans de guerre¹ ; mais il lui fallait avant tout maintenir l'Union : « Je soutiens qu'en considération de la loi universelle et de la Constitution, l'union des États est perpétuelle. » Il fallut six cent vingt mille morts – dans un pays qui ne comptait que 31 millions d'habitants – pour écraser la rébellion du Sud esclavagiste.

Mais pour les présidents américains, la plus grande menace, le plus grand facteur de fractionnement, récurrent dans les discours au fil des décennies, c'est le Vieux Continent : l'Europe et ses folies, dont la nation américaine s'est séparée dans le sang. En 1796, quand George Washington quitte ses fonctions, il avoue sa crainte de voir l'Amérique se perdre en s'engageant dans les guerres européennes ou en les important : « L'Europe a un ensemble d'intérêts primordiaux qui ne nous concernent en rien ou alors de très loin. » Déjà, il exprime le rêve d'un pays « à l'abri de toutes pressions extérieures ». En 1801, Thomas Jefferson dit à son tour son aversion

1. Voir Nicole Bacharan et Dominique Simonnet, *Les Secrets de la Maison Blanche*, Perrin, 2014 ; Pocket, 2016.

pour l'ancien monde qui affronte « affres et convulsions, spasmes d'agonie d'hommes furieux cherchant par le sang et le massacre à recouvrer la liberté perdue ». Et Jefferson de lancer cette formule célèbre : « Paix, commerce, amitié avec toutes les nations ; alliances contraignantes avec aucune ! » Des mots qui résumeront pendant longtemps toute la politique étrangère américaine : gardons-nous des affaires du monde, l'Amérique doit, elle, avancer vers « une destinée que nul mortel ne saurait altérer ». En 1823, James Monroe reprend le flambeau pour édicter sa célèbre doctrine : « Les continents américains ne peuvent plus désormais être considérés comme ouverts à la colonisation future d'aucune puissance européenne. » Pas question de voir revenir les Espagnols, les Anglais, les Français sur le continent. L'Amérique restera souveraine, à l'abri, bien nichée entre ses deux océans.

Et pourtant... Au fil des mots émerge un changement paradoxal et déterminant : pour se préserver de l'ingérence du monde extérieur, les États-Unis se voient amenés à s'en mêler ; ils doivent se porter de plus en plus à l'étranger, étendre leur zone d'influence et même intervenir militairement, parfois très loin du continent. En juin 1897, Theodore Roosevelt, qui n'est pas encore président mais secrétaire à la Marine, annonce ainsi que, pour rester tranquille chez soi, il faut être prêt à faire la guerre : « Dotés d'une flotte redoutable, il y a peu de chances que nous ayons à entrer en guerre pour défendre la doctrine de Monroe. » Peu à peu, les discours traduisent un autre projet, bien loin du rêve d'isolement : celui d'un « ordre mondial » fondé par les États-Unis, qui serait seul à même de leur garantir la paix et la fameuse liberté.

C'est ainsi qu'élu avec la promesse de maintenir les États-Unis à l'écart de la Première Guerre mondiale,

Woodrow Wilson est contraint malgré tout d'entrer dans le conflit. Aux belligérants, il propose en janvier 1917 le but d'une «paix sans victoire», pour faire advenir des peuples libres se gouvernant eux-mêmes. «La paix destinée à mettre fin à cette guerre doit être suivie d'une organisation qui rende impossible le retour d'une telle catastrophe... Je propose que l'on gouverne avec le consentement des gouvernés... Ce sont des principes américains, c'est la politique de l'Amérique.» Dans son plan en quatorze points présenté en janvier 1918, le président décrit le projet d'un monde ouvert et pacifié, rejetant la diplomatie secrète et entretenant un commerce profitable à tous. Mais, très malade, il ne parviendra pas à convaincre le Congrès de souscrire au principe d'assistance mutuelle entre nations et de s'engager dans la Société des nations dont il avait pourtant eu l'idée, ce qui condamnera celle-ci à l'échec.

Franklin Delano Roosevelt sera confronté au même dilemme : jurer qu'il se maintiendra à l'écart de la terrible guerre européenne, tout en se voyant contraint d'y participer. Le 8 décembre 1941, au lendemain de l'attaque japonaise de Pearl Harbor, il défend solennellement l'idée d'un futur ordre mondial libéral, porté par les États-Unis : «Nous autres Américains, nous ne sommes pas des destructeurs, nous sommes des constructeurs... Ni conquête, ni vengeance, mais un monde où notre pays et tout ce qu'il représente soient un lieu sûr pour nos enfants. Nous allons gagner la guerre et gagner la paix qui s'ensuivra.»

Ainsi, par la force des mots, l'Amérique repousse son illusion isolationniste et endosse l'uniforme de gendarme du monde. Harry Truman théorise ce changement radical en mars 1947 : «Il s'agit de reconnaître que les régimes totalitaires imposés à des peuples libres sapent

les fondements de la paix internationale et par là même la sécurité des États-Unis.» En janvier 1949, dans le discours d'investiture de son second mandat, il martèle : « Nous continuerons à soutenir sans faille les Nations unies... Nous poursuivrons notre programme pour le redressement économique du monde... Nous renforcerons contre tout danger d'agression les nations éprises de liberté.» En juin 1963, John Kennedy le dira à sa manière : « Nous devons tous vivre selon la foi que la paix et la liberté vont de pair... Tout en œuvrant à sauvegarder nos intérêts nationaux, sauvegardons aussi les intérêts de l'humanité.»

Le destin de l'Amérique désormais étroitement lié à celui du monde ? C'est Ronald Reagan qui, en juin 1984, célébrant la mémoire des soldats tombés sur les plages du Débarquement, s'en fait encore l'écho : « Ils ne venaient pas en conquérants mais en libérateurs... Quand nos forces ont pénétré en Allemagne, ce n'était pas pour accabler un peuple vaincu et honni, mais pour nourrir les germes de la démocratie... Nous avons appris que l'isolationnisme n'a jamais été et ne sera jamais une réponse acceptable à des gouvernements tyranniques aux visées expansionnistes.» En juin 1987, à Berlin, devant le mur qui sépare les deux Allemagne, ses cinq mots de liberté et de paix feront l'Histoire : « Monsieur Gorbatchev, abattez ce mur ! »

Dans son discours d'adieu en janvier 1989, le même Ronald Reagan ira chercher les paroles des origines, les premiers mots de la Constitution : « Nous, le peuple. » « Nous, le peuple, dira-t-il, nous sommes libres. Ce principe a inspiré toute ma conduite. » Avec la chute de l'URSS naît la conviction que les États-Unis ont gagné la Guerre froide et que le temps d'un « nouvel ordre mondial » est advenu : n'est-ce pas l'évolution naturelle des

régimes démocratiques et donc, d'une certaine manière, la « fin de l'Histoire », celle-ci ayant atteint son but : la liberté et la paix, selon le modèle américain ? George H. Bush l'affirme en mars 1991 devant le Congrès : « Donnons à notre pays le rôle de leader que l'on attend de lui... Nous voyons s'approcher un monde nouveau. Un monde dans lequel les Nations unies, libérées de l'impasse de la Guerre froide, sont prêtes à réaliser la vision historique de leurs fondateurs. Un monde où la liberté et les droits de l'homme sont au cœur de toutes les nations. »

La tragédie – les attentats du 11 septembre 2001 – vient pourtant percuter le beau rêve messianique. L'avenir radieux se réduit soudain à une vision morale en noir et blanc : « Ou vous êtes avec nous, ou vous êtes avec les terroristes... », lance George W. Bush. C'est le combat de la civilisation. » En janvier 2002, une seule formule suffit à résumer la nouvelle vision géopolitique et le nouvel ennemi : c'est « l'axe du mal » (Iran, Irak, Corée du Nord). Pourtant, comme ses prédécesseurs, le président n'oublie pas de se raccrocher aux principes universels : « L'Amérique sera le champion de la défense de la liberté et de la justice, parce que ces principes sont justes, vrais et inaliénables pour tous les peuples du monde. »

Bon an mal an, la continuité du discours démocratique semble donc assurée... jusqu'à Donald Trump. Soudain, en 2017, le nouveau président sans foi ni loi rompt avec la mission séculaire de l'Amérique : « Le carnage américain s'arrête ici et maintenant... Le peuple a repris le pouvoir. Pendant des décennies, nous avons enrichi des industries étrangères, défendu les frontières d'autres pays, dépensé des milliers de milliards de dollars à l'étranger... Maintenant, ce sera toujours *America First. America First!* » « L'avenir n'appartient pas aux mondialistes,

dira-t-il à l'Onu en septembre 2019, mais aux patriotes et aux nations souveraines.» Et le président populiste de dénoncer les accords internationaux, déstabilisant les alliances, décrédibilisant les mots de l'humanisme et saccageant l'ordre mondial fondé par les États-Unis au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Thomas Jefferson, déjà, l'avait compris: la menace contre la démocratie peut aussi venir, non seulement de l'étranger, mais de la démocratie elle-même. Méfions-nous de la tyrannie de la majorité, avait-il averti: «Bien que la volonté de la majorité doive toujours prévaloir, cette volonté n'est juste que si elle est raisonnable.» En janvier 1961, au moment de quitter la présidence, Dwight Eisenhower avait aussi mis en garde contre les excès de la puissance intérieure: «Notre organisation militaire est un élément vital pour préserver la paix... La combinaison d'impressionnantes forces armées et d'une puissante industrie de l'armement est une nouveauté dans notre histoire... Nous devons nous méfier du complexe militaro-industriel. Ne le laissons jamais mettre en péril nos libertés ou nos processus démocratiques.»

Pour le meilleur comme pour le pire, cette nation-là a toujours cru au pouvoir de l'art oratoire. Les discours, très travaillés, écrits et réécrits par les conseillers, corrigés par le président, vont plus loin que la simple parole: ils se veulent des instruments concrets de leur réalisation. Les Américains ont confiance en la force des mots pour convaincre, insuffler l'énergie et changer l'avenir. Souvent, c'est la foi religieuse qui vient exalter les esprits: «Le péché et le mal existent dans le monde. Nous avons reçu un commandement simple et clair: "Aime ton prochain comme toi-même"...», clame Ronald Reagan. L'histoire de l'Amérique est une histoire d'espairs exaucés et de rêves devenus réalités... Nous n'abandonnerons

jamais notre liberté, nous n'abandonnerons jamais notre foi en Dieu.»

Mais Dieu ou pas, chaque adresse à la nation se veut un appel au courage, à la volonté, à l'esprit d'entreprise et à la capacité de transformer le monde : tout est toujours possible, à condition d'essayer ! Ainsi parle Franklin D. Roosevelt : « La seule chose dont nous devons avoir peur, c'est la peur elle-même. » Et John Kennedy : « Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour votre pays. » Il s'adresse aussi aux citoyens du monde : « Ne demandez pas ce que l'Amérique peut faire pour vous, mais ce que nous pouvons faire ensemble pour la liberté de l'homme. »

De l'action, tout de suite. Et la liberté, toujours. Peut-on trouver slogan plus éloquent à ce titre que celui de Barack Obama ? « *Yes, we can!* » explique le candidat démocrate en janvier 2008. C'est un credo inscrit dans les documents fondateurs... murmuré par les esclaves et par les abolitionnistes... par les immigrants et par les pionniers... C'était l'appel d'un président qui choisit la Lune pour nouvelle frontière et d'un roi [Martin Luther King] qui nous a menés au sommet de la montagne... *Yes, we can!* » En mars 2008, celui qui deviendra huit mois plus tard le premier président noir prononce son grand discours sur la race en promettant : « L'Amérique va changer, c'est le véritable génie de cette nation. » Le 4 novembre, célébrant sa victoire, il ajoutera : « L'Amérique est un endroit où tout est possible. Amérique, nous sommes venus de si loin ! »

Si elle était encore de ce monde, ma mère me dirait-elle toujours de me tourner vers l'Amérique « quand il n'y a plus d'espoir » ? La réponse appartient à la prochaine génération d'Américains. Nul doute en revanche

LES GRANDS DISCOURS DES PRÉSIDENTS DES ÉTATS-UNIS

qu'elle apprécierait cette mine de discours ici rassemblés. Lisez-les patiemment, à voix haute, laissez les mots résonner, ressentez l'émotion de ceux qui les ont écoutés... C'est la voix paradoxale de l'Amérique.

Nicole BACHARAN

Avant-propos

À trois reprises, les Américains ont volé à notre secours. En 1918, ils nous ont envoyé deux millions de soldats, dont cent seize mille sont morts en France. En 1944, encore deux millions d'entre eux ont débarqué en Normandie et en Provence. Enfant, j'ai assisté, ébloui, enchanté, à l'arrivée des GIs. Les drapeaux nazis ont disparu de nos balcons et les chants de la Wehrmacht se sont tus dans nos rues. Évanouis, les bruits de bottes sur les pavés. Et comment oublier que, de 1948 à 1952, le plan Marshall nous a sauvés de la faim et du froid ? Que, grâce à lui, Paris a évité le sort de Prague ?

Pourtant, cela n'a pas empêché nos bienfaiteurs de soutenir vingt fois, trente fois, pistolet au poing, de féroces dictateurs au Honduras, au Guatemala, au Nicaragua, en République dominicaine, à Haïti, au Mexique, à Panama, pour les intérêts de l'United Fruit, ou de Bethlehem Steel et consorts. Alors, intéressés ou idéalistes ? Vérité en deçà de l'Atlantique, erreur au-delà.

Trois images de présidents américains m'avaient particulièrement impressionné. Franklin Roosevelt, épuisé, à Yalta, assis entre Staline et Churchill. John Kennedy, assassiné en voiture décapotable à Dallas. Et puis Dwight Eisenhower, notre libérateur, le visage si souriant, l'air équilibré, rassurant. Avec stupeur,

cependant, j'ai appris que sous sa présidence il avait fait construire vingt mille bombes atomiques. Vingt mille ! Comment était-ce possible ?

Par ailleurs, je reste fasciné, à chaque passation de pouvoir, par la courtoisie, la dignité avec laquelle le candidat battu serre la main du nouveau président élu, quelles qu'aient pu être leurs divergences. Et cela, même lorsque le gagnant a recueilli moins de voix populaires que son rival. Ce respect, ce sens de l'Union... comme c'est beau ! Hélas, depuis 2016, les discours et les tweets du président Trump me laissent à penser que j'ai peut-être mal vu, que j'ai sans doute été naïf.

La lecture d'une cinquantaine de biographies ou de mémoires de présidents m'a convaincu qu'en Amérique tout est possible. Tout le monde peut devenir président, un planteur de cacahuètes ou un marchand de bretelles tout autant qu'un avocat ou qu'un professeur. Puis je suis tombé sur un recueil de « courtes biographies des meilleurs et des pires présidents américains¹ », suivi d'un classement de leurs mérites et démérites par un jury d'historiens américains.

Pris au jeu, l'idée m'est alors venue de relire ou de réécouter les plus marquants de leurs discours programmes ou comptes rendus et, sinon de les noter, du moins de les comparer. D'étudier ressemblances et différences, raisonnements et émotions et, qui sait, de saisir des retournements. Puis de les traduire en français et d'en faire comme un bouquet avec, en guise de feuillage, quelques notices pour évoquer leur contexte.

1. Brian Lamb, Susan Swain, and C-Span, *The Presidents. Noted Historians Rank America's Best and Worst Chief Executives*, PublicAffairs, New York, 2019.

La matière ne manque pas. Ces messieurs adressent en début de mandat un message d'investiture – *inaugural address* – et, à la fin, un discours d'adieu – *farewell address*. Certains – Abraham Lincoln, Theodore Roosevelt, Woodrow Wilson – les rédigent eux-mêmes, mais la plupart se font aider par une ou plusieurs «plumes», les *speechwriters*, Alexander Hamilton pour George Washington, Ted Sorensen pour John Kennedy, ou encore Peter Robinson pour Ronald Reagan.

Dans leur message d'investiture, sitôt après avoir prêté sur la Bible serment à la Constitution, ils tâchent de glisser quelques mots que puissent réciter un jour les écoliers américains. Ainsi Franklin Roosevelt, prenant le pouvoir en 1933, au plus fort de la Grande Dépression: «La seule chose dont nous devons avoir peur, c'est la peur elle-même.» Ou encore John Kennedy, en 1961: «Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez-vous plutôt ce que vous pouvez faire pour le pays.»

Certains se servent du discours d'adieu pour vanter leurs mérites, leurs réalisations, voire, comme Richard Nixon, pour tenter de justifier leurs fautes. D'autres, moins égocentriques, délivrent au contraire un testament aux générations à venir en les appelant à la vigilance sur des sujets bien déterminés. Ainsi, George Washington les met en garde contre les alliances avec l'étranger, et Dwight Eisenhower contre les groupes de pression.

Outre ces messages en début et fin de mandat, les présidents adressent au début de chaque année un «message sur l'état de l'Union» – *state of the Union address* – pour dresser le bilan de leur action au cours de l'année passée et présenter leur programme pour celle qui s'annonce. C'est l'occasion de professer des doctrines en matière raciale,

comme Abraham Lincoln, ou de politique étrangère, comme James Monroe, Harry Truman, Jimmy Carter ou Ronald Reagan.

La doctrine isolationniste, promue en 1790 par George Washington mais mise en œuvre en 1823 par Monroe, réserve l'Amérique aux Américains et les détourne des affaires du reste du monde; elle survivra jusqu'en 1947, malgré des interruptions sous McKinley, Theodore et Franklin Roosevelt.

En rupture avec elle, la doctrine de l'«endiguement» – *containment* –, ou «doctrine Truman», lancée en 1947, vise à stopper l'impérialisme communiste en Europe. Harry Truman l'étendra à la Corée, Dwight Eisenhower et Lyndon Johnson à la péninsule indochinoise, et enfin Jimmy Carter au Moyen-Orient.

La doctrine du «refoulement» – *rollback* – va plus loin. Soutenue par Eisenhower et Kennedy lorsqu'ils tentent de renverser le régime de Fidel Castro, puis généralisée par Ronald Reagan, elle se propose notamment de chasser les communistes de Cuba, du Nicaragua, de l'Angola et de l'Afghanistan.

Dès 1916 apparaît une quatrième doctrine en contradiction avec l'isolationnisme: elle est idéaliste, universaliste, mondialiste, et connaît des versions différentes. D'une part, celle de Woodrow Wilson et de Barack Obama, apôtres des institutions supranationales et des accords mondiaux; d'autre part, celle de Bill Clinton et de George W. Bush, qui croient le modèle américain moralement supérieur et exportable dans le monde entier.

Enfin, Donald Trump, en claironnant ces deux slogans, «*America first*» («L'Amérique d'abord») et «*Make America Great Again*» («Rendre sa grandeur à l'Amérique»), sonne le retour à l'isolationnisme.

Outre ces discours programmés en début de mandat, fin de mandat et début d'année, ces messieurs ont d'autres occasions de s'exprimer.

D'abord, en cas de menaces contre l'Union, telles que la guerre civile ou les manifestations de masse contre la ségrégation raciale. À ce propos, il est intéressant de comparer le verbe et l'action de John Kennedy à ceux, beaucoup plus déterminés, de Lyndon Johnson.

Le président s'adresse aussi, bien sûr, au Congrès ou à la nation en cas de guerre. Lorsque Franklin Roosevelt annonce l'agression de Pearl Harbour, John Kennedy la crise de Cuba et George W. Bush les attentats du 11 Septembre, ils soulèvent une immense émotion. Mais les États-Unis ne se laissent pas toujours surprendre, il leur arrive de saisir l'initiative. Bien que le président soit le chef des armées, il appartient au Congrès et à lui seul de déclarer la guerre. Woodrow Wilson, George H. Bush et son fils George W. Bush se conforment à la règle, comme en témoignent leurs discours au Congrès. Mais il arrive au président de procéder par étapes astucieuses, comme Franklin Roosevelt avec l'Allemagne, ou de se faire discret, comme Harry Truman avec la Corée du Nord, Lyndon Johnson et Richard Nixon avec le Nord-Vietnam.

Les présidents ont aussi à évoquer devant la nation, parfois même devant le monde, deux autres menaces : la prolifération nucléaire et le réchauffement climatique, deux sujets où Donald Trump apporte systématiquement la contradiction à son prédécesseur Barack Obama.

Enfin, ils saisissent parfois l'occasion d'un déplacement sur un lieu historique pour trouver l'inspiration d'un discours mémorable. C'est le cas d'Abraham Lincoln au champ de bataille de Gettysburg, de John Kennedy et Ronald Reagan à Berlin et de Ronald Reagan à Omaha Beach.

Au cours de leurs campagnes électorales, de nombreux présidents ont, bien sûr, prononcé force discours. Ceux d'Abraham Lincoln, Harry Truman et Barack Obama montrent, entre autres, trois manières totalement différentes, pour des candidats donnés battus d'avance, d'aborder leurs électeurs et de soulever leur enthousiasme. Theodore Roosevelt va jusqu'à tomber la veste devant l'auditoire pour montrer qu'on vient de lui tirer, une heure plus tôt, une balle en pleine poitrine.

J'ai tâché de sélectionner les messages qui ont le plus impressionné les Américains, mais aussi d'illustrer la variété des sujets et la diversité des talents. Si certains excellent à jouer de la répétition pour marteler un slogan, d'autres, comme Ronald Reagan, préfèrent émailler leurs discours d'anecdotes qui parlent au peuple et donnent l'impression d'être un des leurs, un ami.

Les quarante-trois premiers présidents américains ne sont pas tous d'anciens guerriers héroïques, comme George Washington, Theodore Wilson ou George H. Bush. Tous n'ont pas surmonté avec un courage incroyable des maladies ou des infirmités, comme Woodrow Wilson, John Kennedy et surtout Franklin Roosevelt. Mais la plupart ont eu une vision qui dépassait tout égoïsme, toute ambition personnelle. Certains, comme Woodrow Wilson, ont même cru avoir reçu une mission de Dieu ou de la Providence. Cette vision, le plus souvent, ne les a pas empêchés de savoir s'adapter. Ainsi, en suivant pas à pas leurs discours, voit-on Abraham Lincoln en arriver à abolir l'esclavage, Richard Nixon à fraterniser avec Brejnev et Zhou Enlai, Ronald Reagan avec Gorbatchev.

Thomas Jefferson

DÉCLARATION UNANIME D'INDÉPENDANCE DES TREIZE ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE RÉUNIS EN CONGRÈS

(4 juillet 1776)

Mécontentes des taxes prélevées depuis la fin de la guerre de Sept Ans et des mercenaires étrangers venus maintenir l'ordre, treize colonies américaines, du Massachusetts à la Georgie, se révoltent en 1775 contre le gouvernement britannique. Début juin 1776, elles envoient à Philadelphie cinquante-six délégués fonder une confédération.

Cinq d'entre eux sont chargés de rédiger une Déclaration d'indépendance. Le principal rédacteur, Thomas Jefferson, tout à la fois avocat et planteur de tabac, s'inspire de l'Acte d'indépendance des Provinces-Unies¹ (1581), des écrits des philosophes des Lumières et de la grande loi de l'Unité des Iroquois. Le texte final retient les idées de liberté et d'égalité de tous les Blancs, mais supprime les passages sur la traite et l'esclavage des Noirs, afin de ne pas mécontenter les délégués des colonies du Sud. D'ailleurs, Thomas Jefferson possédait lui-même plus de cent esclaves, dont il affranchit quelques-uns.

*

1. Nom d'usage de la république des Sept Provinces-Unies des Pays-Bas.

Lorsque, dans le cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l'ont attaché à un autre et de prendre, parmi les puissances de la Terre, la place distincte et égale à laquelle les lois de la nature et du Dieu de la nature lui donnent droit, le respect dû à l'opinion de l'humanité oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la séparation.

Nous tenons pour évidentes en elles-mêmes les vérités suivantes: tous les hommes sont créés égaux; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits, se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement s'érige contre ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant selon une forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. La prudence enseigne, à la vérité, que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères, et l'expérience de tous les temps a montré, en effet, que les hommes sont plus disposés à tolérer des maux supportables qu'à se faire justice à eux-mêmes en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés.

Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future. Telle a été la patience de ces colonies, et telle est aujourd'hui la nécessité qui les force à changer

leurs anciens systèmes de gouvernement. L'histoire du roi actuel de Grande-Bretagne est l'histoire d'une série d'injustices et d'usurpations répétées qui, toutes, avaient pour but direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur ces États.

Pour le prouver, soumettons les faits au monde impartial :

Il a refusé sa sanction aux lois les plus salutaires et les plus nécessaires au bien public.

Il a défendu à ses gouverneurs de consentir à des lois d'une importance immédiate et urgente, à moins que leur mise en vigueur ne fût suspendue jusqu'à l'obtention de sa sanction, et, des lois ainsi suspendues, il a absolument négligé d'y donner attention.

Il a refusé de sanctionner d'autres lois pour l'organisation de grands districts, à moins que le peuple de ces districts n'abandonnât le droit d'être représenté dans la législature, droit inestimable pour un peuple, qui n'est redoutable qu'aux tyrans.

Il a convoqué des assemblées législatives dans des lieux inusités, incommodes et éloignés des dépôts de leurs registres publics, dans la seule vue d'obtenir d'elles, par la fatigue, leur adhésion à ses mesures. À diverses reprises, il a dissous des Chambres de représentants parce qu'elles s'opposaient avec une mâle fermeté à ses empiétements sur les droits du peuple. Après ces dissolutions, il a refusé pendant longtemps de faire élire d'autres Chambres de représentants, et le pouvoir législatif, qui n'est pas susceptible d'anéantissement, est ainsi retourné au peuple tout entier pour être exercé par lui, l'État restant, dans l'intervalle, exposé à tous les dangers d'invasion du dehors et de convulsions au-dedans.

Il a cherché à mettre obstacle à l'accroissement de la population de ces États. Dans ce but, il a mis

empêchement à l'exécution des lois pour la naturalisation des étrangers ; il a refusé d'en rendre d'autres pour encourager leur émigration dans ces contrées, et il a élevé les conditions pour les acquisitions nouvelles de terres. Il a entravé l'administration de la justice en refusant sa sanction à des lois pour l'établissement de pouvoirs judiciaires.

Il a rendu les juges dépendants de sa seule volonté, pour la durée de leurs offices et pour le taux et le paiement de leurs appointements.

Il a créé une multitude d'emplois et envoyé dans ce pays des essaims de nouveaux employés pour vexer notre peuple et dévorer sa substance. Il a entretenu parmi nous en temps de paix des armées permanentes sans le consentement de nos législatures. Il a affecté de rendre le pouvoir militaire indépendant de l'autorité civile et même supérieur à elle. Il s'est coalisé avec d'autres pour nous soumettre à une juridiction étrangère à nos Constitutions et non reconnue par nos lois, en donnant sa sanction à des actes de prétendue législation ayant pour objet de mettre en quartier parmi nous de gros corps de troupes armées ; de les protéger par une procédure illusoire contre le châtement des meurtres qu'ils auraient commis sur la personne des habitants de ces États ; de détruire notre commerce avec toutes les parties du monde ; de nous imposer des taxes sans notre consentement, de nous priver dans plusieurs cas du bénéfice de la procédure par jurés ; de nous transporter au-delà des mers pour être jugés à raison de prétendus délits ; d'abolir dans une province voisine le système libéral des lois anglaises, d'y établir un gouvernement arbitraire et de reculer ses limites, afin de faire à la fois de cette province un exemple et un instrument propre à introduire le même gouvernement absolu dans ces colonies ; de retirer nos chartes, d'abolir

nos lois les plus précieuses et d'altérer dans leur essence les formes de nos gouvernements; de suspendre nos propres législatures et de se déclarer lui-même investi du pouvoir de faire des lois obligatoires pour nous dans tous les cas quelconques.

Il a abdiqué le gouvernement de notre pays en nous déclarant hors de sa protection et en nous faisant la guerre. Il a pillé nos mers, ravagé nos côtes, brûlé nos villes et massacré nos concitoyens. En ce moment même, il transporte de grandes armées de mercenaires étrangers pour accomplir l'œuvre de mort, de désolation et de tyrannie entreprise avec des circonstances de cruauté et de perfidie dont on aurait peine à trouver des exemples dans les siècles les plus barbares, et qui sont tout à fait indignes du chef d'une nation civilisée. Il a excité parmi nous l'insurrection domestique, et il a cherché à attirer sur les habitants de nos frontières les Indiens, ces sauvages sans pitié dont la manière bien connue de faire la guerre est de tout massacrer, sans distinction d'âge, de sexe ni de condition.

Dans tout le cours de ces oppressions, nous avons demandé justice dans les termes les plus humbles. Nos pétitions répétées n'ont reçu pour réponse que des injustices répétées. Un prince dont le caractère est ainsi marqué par les actions qui peuvent signaler un tyran est impropre à gouverner un peuple libre.

Nous n'avons pas non plus manqué d'égards envers nos frères de la Grande-Bretagne. Nous les avons de temps en temps avertis des tentatives faites par leur législature pour étendre sur nous une juste juridiction. Nous leur avons rappelé les circonstances de notre émigration et de notre établissement dans ces contrées. Nous avons fait appel à leur justice et à leur magnanimité naturelle, et nous les avons conjurés, au nom des liens

d'une commune origine, de désavouer ces usurpations qui devaient inévitablement interrompre notre liaison et nos bons rapports. Eux aussi ont été sourds à la voix de la raison et de la consanguinité. Nous devons donc nous rendre à la nécessité qui commande notre séparation, et les regarder, de même que le reste de l'humanité, comme des ennemis dans la guerre et des amis dans la paix.

En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès général, prenant à témoin le Juge suprême de l'univers de la droiture de nos intentions, publions et déclarons solennellement, au nom et par l'autorité du bon peuple de ces colonies, que ces colonies sont et ont le droit d'être des États libres et indépendants, qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la couronne de la Grande-Bretagne; que tout lien politique entre elles et l'État de la Grande-Bretagne est et doit être entièrement dissous; que, comme les États libres et indépendants, elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix; de contracter des alliances, de régler le commerce et de faire tous actes ou choses que les États indépendants ont droit de faire; et, pleins d'une ferme confiance dans la protection de la divine Providence, nous engageons mutuellement au soutien de cette Déclaration nos vies, nos fortunes et notre bien le plus sacré, l'honneur.

George Washington

MESSAGE SUR L'ÉTAT DE L'UNION

(8 janvier 1790)

George Washington, riche planteur de Virginie, passionné d'agriculture, exploite plusieurs milliers d'hectares à l'aide de trois cents esclaves. Après avoir combattu les Indiens, il a commandé l'armée des insurgés pendant la guerre d'Indépendance. C'est un organisateur énergique, déterminé, qui ne craint pas la mort sur le champ de bataille. Sa modestie contraste avec son assurance et, en 1783, lorsque la guerre s'achève et que l'armée britannique se rembarque pour l'Europe, il démissionne de l'armée et se retire sur ses terres, à Mount Vernon. « S'il fait cela, dit alors George III, roi d'Angleterre, ce sera le plus grand homme du monde entier. »

Précisément parce qu'elle sait qu'il n'est pas un mégalomane, l'élite des Américains lui confie la présidence de la convention de Philadelphie chargée d'élaborer la Constitution, puis le nomme, le 30 avril 1789, premier président des États-Unis. Elle a l'assurance qu'il ne cherche pas à jouer au monarque et qu'il n'abusera pas du pouvoir exécutif.

Le 8 janvier 1790, à New York – à l'époque capitale fédérale –, George Washington prononce devant le Sénat et la Chambre des représentants un compte rendu de mission et présente un bilan de santé du pays intitulé « discours sur l'état de l'Union ». Peu éloquent, il n'aime guère les discours enflammés. Celui-ci sera particulièrement bref. Il ne veut pas empiéter sur les pouvoirs législatifs du Congrès. Aussi se borne-t-il à rendre compte de

l'exécution des lois plutôt que de commenter leur bien-fondé; il préfère évoquer principalement les questions d'affaires étrangères et de défense, qui sont davantage de sa compétence.

*

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des représentants, je saisis avec grande satisfaction l'occasion qui m'est donnée de vous féliciter des perspectives favorables de nos affaires publiques à ce jour. L'adhésion récente de l'important État de Caroline du Nord à la Constitution des États-Unis – dont nous venons de recevoir confirmation officielle –, le crédit et la respectabilité gagnés par notre pays, la bonne volonté générale croissante envers le gouvernement de l'Union, ainsi que l'entente, la paix et l'abondance dont nous jouissons, tout ceci augure éminemment de la prospérité de notre pays.

[...] Malgré la nouveauté et la difficulté de votre travail, les lois que vous avez votées au cours de la dernière session ont satisfait vos électeurs. Au cours de la nouvelle session, je gage que vous allez de nouveau répondre à leur attente et vous attirer les bénédictions de la gracieuse Providence, grâce à votre patriotisme, votre fermeté et votre sagesse.

Parmi les nombreux sujets d'intérêt qui éveilleront votre intérêt, celui qui concerne le financement de notre défense commune mérite une attention toute particulière. Se préparer à la guerre est un des moyens les plus efficaces de préserver la paix.

Un peuple libre doit non seulement être armé, mais être discipliné, ce qui requiert une stratégie uniforme et bien assimilée. Sa sécurité et son intérêt imposent de promouvoir des manufactures qui visent à lui éviter de dépendre des autres pour ce qui concerne

l'approvisionnement en particulier de fournitures militaires.

La mise en place appropriée de troupes, qui sera peut-être considérée comme indispensable, demandera mûre réflexion. Pour les dispositions éventuellement prises à cet égard, il importera de concilier économie et juste confort des officiers et des soldats.

Il y avait de bonnes raisons de croire que les mesures pacifiques adoptées à l'égard de certaines tribus hostiles d'Indiens auraient soulagé de leurs déprédations les habitants de nos territoires frontaliers du Sud et de l'Ouest. Mais, à la lecture des éléments consignés sur les documents que je vais faire porter devant vous – notamment un document en provenance du Commonwealth de Virginie –, vous constaterez la nécessité de nous préparer à fournir une protection à ces parties de l'Union et, si nécessaire, à punir leurs agresseurs.

Il est de l'intérêt des États-Unis que nos rapports avec d'autres nations soient facilités par des mesures qui me permettront d'assumer ma charge dans ce domaine en vue du plus grand bien de la nation. Et, dans ce but, que les compensations données aux personnes qui y seraient employées soient définies par la loi en fonction de la nature de leurs responsabilités et qu'une caisse gérée avec compétence soit désignée pour défrayer les dépenses inhérentes à la conduite de nos affaires étrangères.

[...] Il est opportun, pour diverses raisons, que les critères à appliquer pour que des étrangers puissent accéder aux droits des citoyens soient rapidement fixés par une réglementation uniforme quant à la naturalisation.

Disposer aux États-Unis d'une monnaie commune et d'un système unique de poids et mesures est un sujet de haute importance qui sera, je n'en doute pas, dûment étudié.

Le développement de l'agriculture, du commerce et des manufactures par tous les moyens adaptés ne nécessitera, j'en suis sûr, aucune recommandation. Mais je ne puis m'empêcher de vous suggérer qu'il est opportun de soutenir efficacement aussi bien l'introduction de nouvelles inventions utiles venues de l'étranger que l'effort déployé avec expertise et grand talent pour les produire dans nos États. Il est également avantageux de faciliter les échanges entre régions éloignées de notre territoire en accordant l'attention requise au service postal et aux routes postales.

Vous conviendrez avec moi, j'en suis également convaincu, que rien ne mérite davantage votre parrainage que la promotion de la science et de la littérature. Le savoir est, dans tous les pays, le fondement le plus sûr du bonheur du peuple. Dans un pays comme le nôtre, où les mesures du gouvernement sont immédiatement perçues en fonction de la capacité à raisonner de la Communauté, il est essentiel, toutes proportions gardées. Il contribue de diverses façons à la sécurité d'une Constitution libre : en convainquant ceux à qui est confiée l'administration publique que la meilleure réponse à chaque objectif du gouvernement est la confiance éclairée du peuple ; et en enseignant aux citoyens eux-mêmes à connaître et à accorder de la valeur à leurs droits, à exercer leur discernement et à se prémunir d'une atteinte à ces droits, à distinguer oppression et nécessaire exercice d'une autorité légale ; entre les fardeaux, avancer sans accorder d'importance à leur avantage et à ceux qui résultent des exigences inévitables d'une société ; faire la différence entre l'esprit de liberté et celui de licence, chérir le premier et éviter le second, en combinant une réaction rapide mais mesurée aux atteintes à la liberté avec un respect inviolable des lois.

GEORGE WASHINGTON

[...] La question de savoir si cet objectif désirable sera mieux poursuivi en accordant des aides financières aux séminaires d'enseignement déjà en place par la création d'une université nationale ou par tout autre moyen méritera tout à fait sa place dans les délibérations de la législature.

[...] Messieurs du Sénat et de la Chambre des représentants, j'ai donné ordre à mes collaborateurs de vous communiquer les documents et les estimations des sujets que je soumets à votre examen, car c'est mon devoir de vous informer de l'état de l'Union. Le bien-être de notre pays est notre principal souci et le but de nos efforts. Et je retirerai une grande satisfaction d'une coopération avec vous, de la tâche gratifiante mais ardue d'assurer à nos concitoyens les bienfaits qu'ils sont en droit d'attendre d'un gouvernement libre, efficace et équitable.